



Groupe d'information internationale  
sur le Tibet

L'histoire du Tibet  
du XVII<sup>ème</sup> au XXI<sup>ème</sup> siècle

Compte rendu  
de la journée de conférences  
organisée au Sénat  
le 3 mars 2012

# LE DALAÏ-LAMA : RETOUR AU SEUL POUVOIR RELIGIEUX ?

par Katia Buffetrille, Anthropologue et tibétologue à l'EPHE

## ***I. HISTOIRE DES DALAÏ-LAMAS***

Avant de parler de la décision du XIV<sup>ème</sup> Dalaï-lama de se retirer de la vie politique et des conséquences que cela entraîne, il semble utile de faire un retour sur l'histoire des Dalaï-lamas qui, pour beaucoup, semble associée à l'histoire du Tibet depuis des temps immémoriaux, ce qui n'est pas le cas.

En 1578, Altan Khan, chef des Mongols Tumed, mongols Gengiskhanides, invite Sonam Gyatso, III<sup>ème</sup> abbé du monastère guélougpa de Drépoung, un monastère situé non loin de Lhasa, à se rendre dans ce qui est aujourd'hui la Mongolie intérieure. Lors de cette rencontre qui se tiendra au bord du lac Kokonor, un échange de titres a lieu : Altan khan confère au religieux tibétain le titre de Dalaï-lama (« Maître vaste comme l'océan ») et lui-même reçoit celui de « Roi de la doctrine », *chögyel* (*chos rgyal*). Cette rencontre signe la conversion officielle au bouddhisme guélougpa d'Altan Khan et de son peuple. Elle marque aussi la réactivation d'une relation particulière commencée au 13<sup>ème</sup> siècle entre Koubilai Khan et le maître sakyapa Phagpa ('Phags pa). Dans cette relation appelée *chöyön*

(*mchod yon*), le maître spirituel tibétain donne non seulement enseignements et initiations au monarque, son disciple et bienfaiteur, mais aussi célèbre des rites destinés à lui transmettre certains pouvoirs ésotériques. En échange, le monarque assume le rôle de protecteur de la doctrine ; il accorde son soutien matériel au hiérarque et exerce une protection politique et militaire à son égard. Cette relation devint pour les Tibétains le modèle idéal de relation entre les maîtres spirituels tibétains et les souverains étrangers puissants, généralement mongols ou mandchous. Il leur permit même, dans le cadre de la domination mongole, de continuer à s'administrer.

Les I<sup>er</sup> et II<sup>ème</sup> abbés de Drépoung, précédentes réincarnations du III<sup>ème</sup>, sont alors nommés rétroactivement I<sup>er</sup> et II<sup>ème</sup> Dalaï-lama.

Le IV<sup>ème</sup> Dalaï-lama est reconnu en Mongolie, dans la personne du petit-fils d'Altan Khan, un choix qui ne rapporta pas à l'école guélougpa la protection qu'elle en espérait. À la mort de ce Dalaï-lama, l'école guélougpa est encore en quête d'un puissant protecteur. Elle le trouvera au XVII<sup>ème</sup> siècle en la personne de Goushri Khan, chef des Mongols Qoshot et disciple du V<sup>ème</sup> Dalaï-lama. En 1642, il offre à son maître spirituel l'autorité politique sur ses conquêtes du Tibet central, occidental et oriental. C'est à partir de cette date que de simple abbé de monastère, le Dalaï-lama devient détenteur du pouvoir temporel. Le V<sup>ème</sup> Dalaï-lama instaure un système politique fondé sur le principe d'une relation réciproque entre les branches religieuse et laïque de son gouvernement appelé Ganden Phodrang, du nom du palais où il réside au monastère de Drépoung. Pour montrer l'accroissement de son pouvoir et réaffirmer son lien avec le premier empereur historique tibétain, Songtsen Gampo qui, dit-on, y avait vécu, il fait construire le palais du Potala qui devient le centre du Tibet administré par son gouvernement, et qui correspond grossièrement à la Région autonome du Tibet.

Au « Grand V<sup>ème</sup> », comme il est appelé par les Tibétains, succède le VI<sup>ème</sup> qui, en dépit de son attitude peu conventionnelle (il refuse de prendre les vœux de totale ordination et multiplie les conquêtes féminines), reste très aimé des Tibétains. On lui attribue de nombreux et très beaux poèmes.

Durant le règne du VII<sup>ème</sup> Dalaï-lama, on assiste à une évolution importante des structures gouvernementales.

Le rôle des VIII<sup>ème</sup> au XII<sup>ème</sup> Dalaï-lama (c'est-à-dire du milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle à 1876) est négligeable. Ils meurent très jeunes et le Tibet est dirigé par des régents plus ou moins soutenus par les empereurs mandchous. Alors que le Tibet est annexé au XVIII<sup>ème</sup> siècle aux possessions de l'empire Qing des Mandchous, le contrôle de ces derniers dans les affaires intérieures tibétaines n'en demeure pas

moins souvent limité. Ainsi, en 1720, lorsque des troupes impériales pénètrent pour la première fois au Tibet Central pour s'opposer aux Mongols Dzounguars, une garnison et deux représentants du pouvoir mandchou sont alors installés à Lhasa : ils ne feront que superviser une organisation sociale et politique tibétaine, les dirigeants effectifs du pays restant, dans une très large mesure, tibétains.

Avec le XIII<sup>ème</sup> Dalaï-lama (1876-1933), un changement radical est inauguré. Ce dernier prend la direction des affaires de l'État en 1895. Le Tibet est alors au centre du « Grand jeu » qui oppose la Grande-Bretagne à la Russie. Le XIII<sup>ème</sup> Dalaï-lama est rapidement confronté à l'intérêt de plus en plus fort des Britanniques pour établir des accords commerciaux. Cet intérêt culmine avec l'expédition militaire anglaise de 1904 qui entraîne la fuite du Dalaï-lama en Mongolie. De retour au Tibet en 1909, il est cette fois mis face aux efforts des Mandchous pour établir un vrai contrôle sur le Tibet, efforts qui conduisent à l'envoi d'une troupe en 1910 et à la deuxième fuite du hiérarque, cette fois-ci en Inde où il reste trois ans.

Le règne de la dynastie mandchoue des Qing se termine à la fin de l'année 1911 et les nationalistes chinois instaurent une république le 1<sup>er</sup> janvier 1912. De retour au Tibet en 1912, le XIII<sup>ème</sup> Dalaï-lama fait expulser les quelque 3000 Chinois établis à Lhasa et proclame, l'année suivante, que les liens de *chöyon* qui existaient entre la Chine et le Tibet sont dorénavant rompus, ce qui peut être interprété comme une déclaration d'indépendance du Tibet. Peu au fait des usages diplomatiques, il néglige cependant de la faire reconnaître par les grandes puissances occidentales. Le XIII<sup>ème</sup> Dalaï-lama meurt en 1933 sans avoir pu terminer les réformes qu'il avait lancées, bloqué par la puissance du clergé conservateur.

Tenzin Gyatso, est reconnu en 1939 comme le XIV<sup>ème</sup> Dalaï-lama et intronisé le 22 février 1940. Il bénéficie d'une formation traditionnelle mais fait preuve de curiosité aussi bien pour les enseignements des autres écoles religieuses que la sienne (celle des guélougpa), que pour le monde moderne.

Quelques mois après avoir proclamé la naissance de la République populaire de Chine (1<sup>er</sup> octobre 1949), Mao annonce le 1<sup>er</sup> janvier 1950 que l'Armée populaire de libération a pour mission « de libérer le Tibet de l'impérialisme anglais et américain ». Or, seuls sept Occidentaux sont alors présents au Tibet<sup>85(\*)</sup>. Ce n'est que quelques années plus tard qu'un nouveau credo apparaîtra : celui de la libération des Tibétains du « servage » et du « féodalisme ». Mais ce sont bien d'autres raisons qui conduisent Mao à envahir le Tibet. Il y a tout d'abord des considérations idéologiques : Mao revendique l'héritage résultant de la politique impérialiste de la dynastie mandchoue des Qing tout en rejetant celle-ci parce qu'« étrangère ». Il faut ajouter à cela le nationalisme chinois qui conduit à vouloir

reprenre tout territoire qui a été impliqué dans des relations avec des puissances étrangères pour se venger de l'humiliation que celles-ci ont infligée à la Chine. Le Tibet est particulièrement visé, ayant développé des relations privilégiées avec la Grande-Bretagne. Par ailleurs, la position géostratégique du Tibet exerce aussi un grand attrait. Et l'enjeu économique est loin d'être insignifiant : richesses minières, vastes forêts que les autorités chinoises s'empressent d'exploiter ; abondance de plantes médicinales sans oublier que six des plus grands fleuves d'Asie prennent leur source dans le pays.

Devant la menace chinoise, le Dalai-lama prend les rênes du pouvoir le 17 novembre 1950. Il a alors quinze ans et aucune connaissance de politique internationale.

L'armée tibétaine ne peut s'opposer longtemps aux troupes chinoises. L'intégration par la force du Tibet à la Chine qualifiée par les Chinois de « libération pacifique » est formalisée par l'Accord en 17 points signé en 1951. Cet accord - qui ne concerne pas les zones tibétaines de l'est et du nord-est, Kham et Amdo, déjà intégrées dans des provinces chinoises - s'engage « à ne pas modifier le système politique en vigueur au Tibet, le statut, les fonctions et les pouvoirs du Dalai-lama » (article 4) et à respecter « les convictions religieuses, les coutumes, les usages du peuple tibétain ainsi que les monastères des lamas » (article 7).

Mais en 1955 et 1956, les « réformes démocratiques » qui sont introduites dans les régions tibétaines orientales en même temps qu'en Chine, entraînent des soulèvements dans le Kham et l'Amdo. Une partie de la population fuit vers Lhasa où la tension grandit entre Tibétains et Chinois. En mars 1959, des rumeurs selon lesquelles les Chinois s'apprêtent à enlever le Dalai-lama se répandent dans la capitale. La population se révolte le 10 mars et entraîne la fuite du pontife, une fuite qui est organisée par les Khampa de l'Armée de résistance appelée Choushi Gangdruk, un mouvement de guérilla auquel le gouvernement du Ganden Phodrang n'a jamais apporté son soutien officiel. Sur la route de l'exil, la nouvelle de la dissolution du gouvernement tibétain parvient au Dalai-lama. Il décide alors avec son entourage de créer un gouvernement provisoire de crainte, confie-t-il dans sa biographie, que les Tibétains des régions reculées pensent que cette décision a été prise avec son assentiment. C'est à Lhundze Dzong, un bourg non loin de la frontière indienne que, le 29 mars 1959, le hiérarque dénonce l'Accord en 17 points et forme un gouvernement provisoire. Il sera établi en 1960 en Inde, à Dharamsala.

Ce gouvernement n'a, certes, jamais été reconnu par les pouvoirs étrangers, mais il est, pour les Tibétains du Tibet (96% de la population tibétaine) comme pour ceux de la diaspora, l'autorité vers laquelle ils regardent.

## ***II. LE DALAÏ-LAMA EN EXIL***

Durant les dix premières années de son exil, le Dalaï-lama s'occupe en priorité d'améliorer le sort des exilés qui tous croient pouvoir bientôt rentrer au Tibet. Mais l'exil dure. Le hiérarque introduit petit à petit des éléments démocratiques dans son gouvernement et, à son instigation les quarante-six membres élus du Parlement tibétain en exil élaborent en 1963 une constitution, fondée sur la doctrine bouddhique et la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elle sera suivie d'une « Charte des Tibétains en exil » promulguée en 1991. À la suite de nombreux voyages à l'étranger et grâce à son charisme, le Dalaï-lama acquiert une stature internationale de leader religieux qu'il utilise pour faire connaître la situation du Tibet. Mais ce n'est qu'à la fin des années 1980 qu'un réel courant de sympathie pour le Tibet commence à naître en Occident. Le hiérarque cherche aussi à établir un dialogue avec les autorités chinoises. Une première délégation tibétaine se rend au Tibet et en Chine en 1979 ; elle sera suivie de plusieurs autres. Toutes rencontreront un accueil triomphal de la part des Tibétains à la stupéfaction des autorités chinoises persuadées que la population ne pouvait que s'opposer aux représentants de ce « gouvernement féodal » d'antan.

Dans le but de poursuivre les relations difficiles avec la Chine, le Dalaï-lama annonce le 15 juin 1988, dans un discours au Parlement européen à Strasbourg, qu'il ne revendique plus l'indépendance du Tibet et réclame simplement une réelle autonomie de toutes les zones tibétaines à l'intérieur de la République populaire de Chine, dans le cadre de la constitution chinoise. Beaucoup de Tibétains se sentent alors trahis, mais la force de la parole du hiérarque est telle que la très grande majorité d'entre eux n'exprime nulle opposition à son leader. Cette concession -- fondamentale puisqu'elle reconnaît le Tibet comme appartenant à la République populaire de Chine -- n'entraîne aucune réciprocité du côté chinois qui, au contraire, réfute l'acception du Tibet contenue dans cette proposition (rappelons que, pour la Chine, le Tibet se limite au territoire administré par le gouvernement du Dalaï-Lama, alors que dans le discours de 1988 du hiérarque, celui-ci étend la discussion sur le Tibet à l'ensemble des zones peuplées de Tibétains : 2.500.000km<sup>2</sup>, un quart de la Chine). Les neuf tables rondes qui se déroulent entre 2002 et 2010 entre les envoyés du Dalaï-lama et des émissaires de Pékin (qui ne sont, en fait, que des membres du Front uni) ne mènent à rien : le gouvernement chinois continue à utiliser le même langage et à qualifier le hiérarque de « traître » et de « séparatiste » recherchant l'indépendance sous une autonomie déguisée, alors que celui-ci ne cesse de les assurer de sa sincérité.

Dès 2001, le Dalaï-lama annonce qu'il envisage une semi retraite, un désir qu'il avait exprimé à plusieurs reprises au cours de la décennie précédente. Par ailleurs,

il insiste régulièrement sur l'importance pour les Tibétains exilés de s'engager sur la voie de la démocratie. Or, pour les Tibétains, le Dalaï-lama qui est considéré comme l'incarnation sur terre d'Avalokiteshvara, divinité protectrice du Tibet et bodhisattva de la compassion, est omniscient et sa parole est infaillible. La question se pose de savoir si une réelle démocratie est possible quand la voix du leader n'est ni contestée, ni contestable.

Des changements importants ont cependant été introduits dans le gouvernement en exil : en 2001, pour la première fois dans l'histoire tibétaine, le Premier ministre (*Kalön Tripa*) est élu par un vote démocratique des exilés tibétains et non désigné par le Dalaï-lama. Samdhong Rinpoche, un religieux, est le premier élu. Il voit son mandat de cinq ans renouvelé par vote en 2006. Son rôle est cependant limité puisque la voix du Dalaï-lama, chef religieux et politique, est prédominante.

Un vent nouveau souffle sur les élections de 2011 avec la présence, cette fois-ci, de trois candidats, tous fidèles à la ligne politique du Dalaï-lama, mais laïques. Le 10 mars 2011, cinquante-deux ans après le soulèvement de Lhasa et dix jours avant les élections, le Dalaï-lama annonce qu'il se retire de la vie politique et qu'il « transférera son autorité au dirigeant élu », une décision qualifiée de ruse par les autorités chinoises. En dépit des multiples requêtes émises par les Tibétains, il campe fermement sur sa position et refuse même d'assumer le rôle de chef symbolique du gouvernement -- une attitude qui reste incomprise de nombreux Tibétains. Il accepte cependant le rôle de conseiller et la charge des rencontres avec les chefs d'État.

Cette décision préfigure un changement historique puisqu'elle conduit à la séparation entre les pouvoirs spirituel et temporel et met donc fin au système politique inauguré par le V<sup>ème</sup> Dalaï-lama au XVII<sup>ème</sup> siècle. Elle donne aussi au nouveau Premier ministre des pouvoirs qu'aucun des ses prédécesseurs n'avait eus auparavant. C'est pourquoi certains Tibétains se sont exprimés sur l'inopportunité de cette déclaration faite si peu de temps avant l'élection.

Sur proposition du Dalaï-lama, la « Charte des Tibétains en exil » de 1991 est très, pour ne pas dire trop, rapidement amendée à l'issue d'une session spéciale du Parlement tibétain. Elle indique maintenant que le Dalaï-lama, « manifestation humaine d'Avalokiteshvara », est le protecteur et le symbole de la nation. Cette formulation peut paraître étrange dans une charte qui se veut démocratique avec séparation des pouvoirs religieux et temporel. Mais un point, en particulier, a fait l'objet de débats houleux et d'une opposition très nette : le changement de nom de l'autorité tibétaine en exil. Jusqu'à ce jour, le « Gouvernement tibétain Ganden Phodrang victorieux dans toutes les directions » (*Bod gzhung dga' ldan pho brang*

*phyogs las rnam rgyal*) était communément appelé « Gouvernement en exil ». Le Dalaï-lama, dans sa déclaration du 10 mars 2011, a mentionné la nécessité de changer « le titre de l'institution du Ganden Phodrang dirigé par le Dalaï-lama » puisqu'il avait « volontairement pris la décision de mettre fin au rôle politique de l'institution du Dalaï-lama qui date de 1642, quand le V<sup>ème</sup> Dalaï-lama assumait la direction politique du Tibet ». Le nouveau nom choisi est littéralement « Organisation du peuple tibétain » (*bod mi dmangs sgrig `dzugs*) -- alors que la traduction officielle employée en anglais et en français est « Administration centrale tibétaine »-- et le nouvel emblème est « Que la vérité triomphe » (*bden pa ni rnam par rgyal gyur cig*), et reprend ainsi la devise gandhienne *Satyam eva jayate*, dans l'idée peut-être de se concilier les faveurs des Indiens.

En dépit de l'opposition d'un grand nombre de Tibétains, aussi bien dans l'assemblée qu'à l'extérieur, en exil comme au Tibet, le XIV<sup>ème</sup> Parlement en exil a voté en faveur de ce changement. Les électeurs se sont sentis trahis par les parlementaires et un certain nombre d'intellectuels et d'activistes ont déclaré ce vote contraire aux règles démocratiques. Beaucoup de Tibétains voient dans ce changement de nom la diminution de la légitimité historique du gouvernement et un amoindrissement de son pouvoir d'union entre les exilés et les Tibétains du Tibet. Une des questions soulevée et restée apparemment sans réponse est de savoir pourquoi le retrait du Dalaï-lama de la vie politique doit entraîner la fin du « Gouvernement en exil ». En dépit des affirmations de Samdhong Rinpoche, l'ancien Premier ministre, qui s'est exprimé plusieurs fois pour expliquer qu'aucune pression extérieure n'est à l'origine de ce changement de nom, le doute demeure.

### **III. UN NOUVEAU LEADER**

Les Tibétains de l'exil ont élu comme Premier ministre Lobsang Sangye, le plus jeune des candidats, un juriste diplômé de Harvard. Cependant, une partie de la diaspora n'a pu se faire entendre : les votes des Tibétains du Népal et du Bhoutan (une population d'environ 20 000 personnes) n'ont pu être comptabilisés puisque les gouvernements de ces deux pays se sont opposés au vote. Le nouveau Premier ministre s'est engagé à suivre la « voie médiane » -- ligne politique officielle qui demande une autonomie réelle proposée en 1988 par le Dalaï-lama et toujours maintenue -- en dépit de ses années d'activité au sein du Tibetan Youth Congress, une organisation dont le but est l'indépendance. Néanmoins, sa position au sujet de l'autonomie/indépendance du Tibet n'est pas claire : Jamyang Norbu, un intellectuel et activiste tibétain, remarque que durant sa campagne Lobsang Sangye a toujours pris soin de déclarer qu'il soutenait l'indépendance tout autant que la voie médiane. Il aurait même « créé une nouvelle expression, `u-rang', en combinant la première syllabe de `voie médiane' (*ume lam/dbu ma'i lam*) avec la première syllabe

d' 'indépendance' (*rangtsen/rang btsan*) » pour définir sa position<sup>86(\*)</sup>.

L'acceptation des lignes politiques prônées par le Dalaï-lama repose entièrement sur la foi que les Tibétains ont dans leur chef religieux et leur loyauté envers lui. La légitimation que Lobsang Sangye a reçue de son élection ne sera peut-être pas suffisante s'il veut poursuivre la politique de la voie médiane. Le soutien du hiérarque sera certainement nécessaire car il sera beaucoup plus facile pour les Tibétains d'exprimer leur désaccord à la politique du Premier ministre qu'à celle du Dalaï-lama. Par ailleurs, aussitôt après les élections à Dharamsala, les autorités chinoises ont annoncé qu'elles ne discuteraient pas avec « ce soi-disant gouvernement en exil » qu'elles qualifient d' « illégal ». Si les discussions reprennent, ce sera avec les envoyés du Dalaï-lama ce qui mettra bien évidemment à nouveau le hiérarque au centre de la politique sino-tibétaine.

Le nouveau chef de ce qui est dorénavant appelé « Administration centrale tibétaine » prend donc les rênes du pouvoir à un moment particulièrement difficile.

#### ***IV. LES MANIFESTATIONS DU PRINTEMPS 2008***

Les manifestations du printemps 2008 et leurs conséquences ont laissé une profonde empreinte dans la mémoire des Tibétains du Tibet comme dans celles des exilés. Elles ont montré par leur étendue que la revendication du Dalaï-lama de parler du Tibet comme d'un ensemble formé de la Région autonome et des provinces traditionnelles du Kham et de l'Amdo, correspond à une réalité. Ces manifestations traduisaient un mécontentement populaire très profond dont les causes ont été analysées par une organisation d'avocats chinois, le groupe Gongmeng, dans un rapport très modéré posté sur internet : marginalisation économique et culturelle, problèmes consécutifs à la migration han, non-respect pour les sentiments religieux des Tibétains, sans oublier la création d'une « nouvelle aristocratie tibétaine » de cadres totalement corrompus, qui s'engraissent avec l'argent du gouvernement central et dont l'unique but est « le maintien de la stabilité ». Depuis, ces avocats ont été privés de permis d'exercer par le gouvernement chinois, ou condamnés pour évasion fiscale. Par ailleurs, de nombreux Tibétains soupçonnés d'avoir participé aux manifestations ont reçus des peines très lourdes (allant jusqu'à la peine de mort), tandis que d'autres ont disparu. L'élite tibétaine intellectuelle a été et est toujours particulièrement visée et plusieurs dizaines d'écrivains et d'artistes (environ soixante-dix) ont été emprisonnés ou le sont encore.

Les slogans entendus durant ces manifestations tels que « Indépendance du Tibet », « Liberté pour le Tibet », « le Tibet aux Tibétains » et « Retour du Dalaï-lama », tout comme les multiples drapeaux tibétains brandis alors, montrent, d'une part que



les Tibétains du Tibet réclament l'indépendance ou la liberté et non une autonomie au sein de la République populaire de Chine telle qu'elle que les autorités chinoises la conçoivent, et d'autre part, que le Dalaï-lama est pour eux le symbole de cette indépendance ou de cette liberté. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui fait que le retour du hiérarque au Tibet est inconcevable : les autorités chinoises ont conscience que son retour serait à l'origine d'un renforcement de l'identité tibétaine qu'il serait impossible de contrôler.

L'année 2008 a marqué une nouvelle étape dans l'histoire de la contestation tibétaine : alors qu'auparavant, la plupart des mouvements de protestation étaient organisés par les Tibétains exilés et les groupes de soutien au Tibet, depuis 2008 le rejet de la politique chinoise est exprimé en priorité par les Tibétains du Tibet.

En dépit de la répression qui a suivi les manifestations, des séances de rééducation politique pour les religieux et de l'omniprésence d'unités armées de la police chinoise dans les monastères et certaines localités, des protestations isolées et pacifiques, fait d'un seul individu, d'un petit ou d'un grand groupe de personnes, ont continué à se dérouler. Elles ont pris des formes variées : sit-in d'étudiants, banderoles, slogans, manifestations pacifiques. On a vu aussi apparaître des mouvements issus de la société civile appelant à promouvoir la langue et la culture, sans oublier le rôle très important que jouent actuellement les religieux dans la préservation de l'identité tibétaine (surtout dans les régions orientales intégrées dans des provinces chinoises).

## ***V. LES AUTO-IMMOLATIONS PAR LE FEU***

Par ailleurs, au mois de février 2009, un moine du monastère de Kirti (Ngaba, Sichuan) s'est immolé par le feu. Depuis le mois de mars 2011, on assiste à une succession d'immolations par le feu de moines ou ex-moines et de nonnes, maintenant de laïcs-- trente-cinq personnes au total au moment où j'écris (avril 2012), dont vingt-six seraient actuellement décédées. Si certains ont demandé l'indépendance et d'autres, la liberté pour le Tibet, tous ont réclamé le retour du Dalaï-lama. Le silence de la presse et de la communauté internationale lors des huit premières immolations a été remarquable.

Ces événements sont le signe non seulement du refus des Tibétains à se soumettre à la loi chinoise mais aussi indiquent que leur détermination à ce que le Tibet reste tibétain est plus forte que tout. L'une des pancartes brandies lors d'une des manifestations pacifiques qui ont eu lieu en Amdo en février 2012 portait l'inscription « Respectez la langue tibétaine ». Or, lors de précédentes manifestations, la police avait tiré tuant des manifestants. Depuis, l'importance de conserver leur langue a été exprimée à plusieurs reprises par les Tibétains lors de

manifestations pacifiques, en dépit du danger. Ces derniers montrent bien par là qu'ils sont prêts à mourir pour préserver leur langue.

Il y avait eu une précédente immolation en 1998 : cette année-là, un Tibétain exilé s'était immolé à Delhi alors que la police indienne intervenait pour mettre un point final à la grève de la faim entamée par des membres du Tibetan Youth Congress. Le Dalaï-lama avait alors exprimé son opposition à ce geste. Depuis, deux autres exilés ont tenté de s'immoler en 2011 et un autre est mort de ses blessures en mars 2012. Si le hiérarque a déploré à la fin de l'année 2011 que les Tibétains soient conduits à de telles extrémités et mis en cause l'efficacité de tels gestes, s'il a insisté sur le fait qu'il n'encourageait pas ce type d'actions, il n'a pas appelé à leur fin. Peut-être parce qu'il sait qu'il ne sera pas entendu ? En dépit de la vénération profonde que les Tibétains portent au Dalaï-lama, ils prennent là une voie différente de celle préconisée par le hiérarque et qui est la non-violence aussi bien envers les autres qu'envers soi-même.

Quelques rares cas d'immolation par le feu sont connus dans l'histoire du bouddhisme tibétain : ils étaient accomplis pour montrer sa dévotion au Bouddha. Ainsi, au XI<sup>ème</sup> siècle, Dolchung Korpon (Mdol chung bskor dpon) s'immola par le feu en offrande au Jowo (Jo bo) au Jokhang (Jo khang, le grand temple de Lhasa. Quelques siècles plus tard, le maître Karma Chagme (Karma Chags med, 1610-1678) offrit l'un de ses doigts en offrande, également au Jowo<sup>87(\*)</sup>. Plus près de nous, le missionnaire et anthropologue Robert Ekvall (1898-1983) mentionne l'existence d'immolations et d'auto-mutilations qu'il qualifie d'« offrande sanglante » (*marchö/dmar mchod*). Il décrit le sacrifice par le feu d'un ou plusieurs doigts, toujours dans un but d'offrande<sup>88(\*)</sup>. Cependant, l'immolation par le feu comme moyen de protestation politique est un acte totalement nouveau chez les Tibétains.

Cependant, du côté chinois, l'intransigeance continue à être la règle aussi bien au Tibet même que dans les relations avec l'Administration centrale tibétaine. Les allégations du gouvernement chinois selon lesquelles la résolution de la question tibétaine n'est qu'une question de temps et prendra fin avec le décès du Dalaï-lama paraissent peu crédibles, même si un système a été mis en place pour contrôler la réincarnation de l'actuel détenteur du titre.

## **VI. CONCLUSION**

Le XX<sup>ème</sup> siècle a donc vu le Tibet passer du statut de pays indépendant *de facto* à celui de colonie chinoise, puis, le XXI<sup>ème</sup> a vu le Dalaï-lama se retirer des affaires politiques. Mais y arrivera-t-il ? Les Tibétains aussi bien au Tibet qu'en exil vont-ils réussir à ne voir en lui qu'un leader religieux ? Qu'en sera-t-il après sa mort ? Le

nouveau Premier ministre sera-t-il suivi dans cette politique de la voie médiane ?

Du côté de la Chine, le XXI<sup>ème</sup> siècle vu le pays devenir l'une des grandes puissances économiques du monde que les États étrangers courtisent en fermant les yeux sur les multiples actions contraires aux droits de l'Homme qui s'y déroulent de manière quotidienne. La bataille semble bien inégale : 5.416 021 Tibétains (selon le recensement de 2000) contre environ 1,2 milliard de Chinois. Et pourtant, le Tibet reste un problème récurrent dans la politique chinoise confirmant la véracité d'un proverbe tibétain qui affirme qu' « avec un coeur résolu, une souris peut soulever un éléphant ».